L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

BUREAUX : No 73, rue de Chartres, — Entre les rues Bienville et Conti

NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 10 AOUT 1863.

NOUVELLE-ORLEANS ;
LUNDI MATIN, 10 AOUT.

Ventes à l'encan de ce jour.

Par Hoffman & Marks, à 10 heures, dans la rue de Chartres, No 73—marchandises sèches, bottes et souliers.

Par R. T. Montgomery, à 10 heures, au pied de la rue St-Joseph, mats, avoine, farine, son.—A 11 heures et demie, au coin des rues Poydras et Front Levée, fois, bœuf, pommes sèches et saindoux.—A 11 heures, dans la rue Tchoupitoulas, No 69, farine un peu avariée.

Par J. P. Boisseau, à 10 heures, dans la rue Saint-Claude, No 74, en face de la rue de l'Union, meubles.—A 11heures, au coin des rues Gravier et Nile-Levée, excellente toile d'emballage de l'Inde.

Par R. T. Montgomery—en débarcament en face de la rue St-Joseph, mats, avoine, farine, son.—Et au No 69 rue Tchoupitoulas, farine avariée.—Aussi, encaisgnure Poydras et Front Levée, fois, bœuf, saindoux, &c.

Par F. Fernandez—rue Conti, entre Dauphine et Bourbon, 22 cuves.

Malle pour l'Ouest—Le maître de poste anuonce qu'il sera fait aujourd'hui à la poste une malle pour l'Ouest qui sera expédiée par la voie du fleuve. Cette malle fermera à 4 heures de l'après-midi et sera confiée à un messager spécial.

Arrivage—Le steamship *George Cromwell*, de la malle des Etats-Unis, parti de New-York, le 1er août, est arrivé hier soir avec un bon fret et les passagers dont les noms suivent :

Wm Pike, S. F. Glenn, Dr Robinson, Dr Russel, M. Singer, H. Lantar, H. Steamers.

Le George Cromwell est consigné à M. Alfred Moulton. Nous offrons nos remerciements au comptable de ce steamer pour le paquet de journaux qu'il a eu l'obligeance de nous faire remettre.

Politique de l'administration à l'égard des Etats insurgés.

Une correspondance du *Herald* disait il y a quelques jours, qu'une partie du cabinet de M. Lincoln favorisait le maintien de l'esclavage pour le cas où les Etats du Sud rentreraient dans l'Union, et la *Tribune*, s'empressant de démentir cette nouvelle, déclara au contraire, sur bonne autorité, disait-elle, qu'il n'y avait aucune divergence d'opinion dans le cabinet sur ce point, si ce n'est que quelques membres se prononçaient pour l'abolition immédiate et quelques autres pour l'émancipation graduelle. Voici une nouvelle correspondance de Washington, adressée le 30 juillet au *Herald*, qui revient sur cette affaire et qui soutient la première version sur la politique du cabinet de M. Lincoln. Nous reproduisons textuellement cette dernière correspondance en en laissant toute l'appréciation à la libre raison de nos lecteurs.

Washington, 30 juillet 1863.—L'organe officiel du département de la guerre annonçait ce matin qu'aucun des Etats du Sud ne pourrait rentrer dans l'Union sans avoir d'abord aboli l'esclavage dans ses limites. Toute politique contraire a encore été repoussée, auprès du président ni dans le cabinet, à l'exception des secrétaires de la guerre et du trésor. Tous les autres membres sont en faveur de la doctrine mise en avant dans le message inaugural du président Lincoln, que la guerre ne serait faite que pour la conservation de l'Union. La question d'émancipation est une interpolation ; elle ne faisait pas partie des objets originaux de la guerre. Malheureusement pour ceux qui veulent que la guerre soit prolongée jusqu'à ce que l'esclavage soit exterminé du Sud, la politique du gouvernement est fixée : la rébellion du Sud sera considérée comme une insurrection domestique.

Le gouvernement, pour éviter l'intervention des puissances étrangères, a toujours sérieusement refusé une reconnaissance de caractère d'ennemis étrangers. Sous ces circonstances, quand l'insurrection aura été comprimée, les Etats rentreront dans les conditions où ils étaient avant la guerre, avec tous leurs droits sous la même constitution ; et respectant dans ces droits la légalité de l'esclavage nécessiterait un changement de toute la politique suivant laquelle la guerre a été conduite jusqu'ici par le gouvernement national. Les Radicaux prétendent que les Etats séparés devront être traités, à la fin de la guerre, de passer des lois d'émancipation s'ils ne veulent être traités comme des territoires ; mais cette faction est à présent en minorité dans l'administration.

Un protectorat pour le Sud.

(Du New-York *Express*.)

S'il faut en croire une correspondance, un conseil de cabinet aurait été tenu, le 4 juillet, à Richmond, à l'effet d'obtenir de quelque puissance européenne un protectorat en faveur de la cause sudiste. Dans ce but les avantages désirables auraient été proposés et approuvés par tous les membres du gouvernement rebelle. Nous citons :

"Ces avantages n'ont pas été offerts à Louis Napoléon seul, mais encore à l'Angleterre et à l'Espagne, avec le caractère particulier qui devrait les faire apprécier le plus par chacune des puissances.

On a envoyé de Richmond en Europe jusqu'à trois émissaires, dont chacun était porteur d'une copie de trois messages pour l'Angleterre, la France et l'Espagne. On a agi ainsi pour plus de sûreté, de manière que si l'un des messagers était arrêté, les autres pussent remettre à M. Mason ou Slidell les trois documents signés et respectivement adressés par Jefferson Davis aux trois gouvernements en question.

Deux de ces porteurs de dépêches vinrent par Baltimore à New-York où ils passèrent quelques jours, pendant lesquels ils virent plusieurs de nos politiciens influents, entre autres Fernando Wood. Le autre qui partit une semaine après, se rendit tout droit à Boston d'où il s'embarqua sur un steamer pour l'Europe.

Je ne crois pas que le gouvernement ait acquis aucune connaissance du contenu des nouvelles instructions envoyées en Europe par ces messagers. Une chose, cependant est certaine, c'est que Jeff. Davis n'a fait aucune concession sur l'esclavage, pour la simple raison qu'il ne pouvait en faire aucune.

On croit que la presse tient un langage trop ambigu en ce qui concerne l'intervention de la France dans nos affaires. Bien qu'il soit plus que probable que les dernières instructions données par le gouvernement rebelle ne fassent mention de propositions de cette nature auprès du président ni dans le cabinet, à l'exception des secrétaires de la guerre et du trésor. Tous les autres membres sont en faveur de la doctrine mise en avant dans le message inaugural du président Lincoln, que la guerre ne serait faite que pour la conservation de l'Union. La question d'émancipation est une interpolation ; elle ne faisait pas partie des objets originaux de la guerre. Malheureusement pour ceux qui veulent que la guerre soit prolongée jusqu'à ce que l'esclavage soit exterminé du Sud, la politique du gouvernement est fixée : la rébellion du Sud sera considérée comme une insurrection domestique.

Le gouvernement, pour éviter l'intervention des puissances étrangères, a toujours sérieusement refusé une reconnaissance de caractère d'ennemis étrangers. Sous ces circonstances, quand l'insurrection aura été comprimée, les Etats rentreront dans les conditions où ils étaient avant la guerre, avec tous leurs droits sous la même constitution ; et respectant dans ces droits la légalité de l'esclavage nécessiterait un changement de toute la politique suivant laquelle la guerre a été conduite jusqu'ici par le gouvernement national. Les Radicaux prétendent que les Etats séparés devront être traités, à la fin de la guerre, de passer des lois d'émancipation s'ils ne veulent être traités comme des territoires ; mais cette faction est à présent en minorité dans l'administration.

Deux de ces porteurs de dépêches vinrent par Baltimore à New-York où ils passèrent quelques jours, pendant lesquels ils virent plusieurs de nos politiciens influents, entre autres Fernando Wood. Le autre qui partit une semaine après, se rendit tout droit à Boston d'où il s'embarqua sur un steamer pour l'Europe.

Je ne crois pas que le gouvernement ait acquis aucune connaissance du contenu des nouvelles instructions envoyées en Europe par ces messagers. Une chose, cependant est certaine, c'est que Jeff. Davis n'a fait aucune concession sur l'esclavage, pour la simple raison qu'il ne pouvait en faire aucune.

On croit que la presse tient un langage trop ambigu en ce qui concerne l'intervention de la France dans nos affaires. Bien qu'il soit plus que probable que les dernières instructions données par le gouvernement rebelle ne fassent mention de propositions de cette nature auprès du président ni dans le cabinet, à l'exception des secrétaires de la guerre et du trésor. Tous les autres membres sont en faveur de la doctrine mise en avant dans le message inaugural du président Lincoln, que la guerre ne serait faite que pour la conservation de l'Union. La question d'émancipation est une interpolation ; elle ne faisait pas partie des objets originaux de la guerre. Malheureusement pour ceux qui veulent que la guerre soit prolongée jusqu'à ce que l'esclavage soit exterminé du Sud, la politique du gouvernement est fixée : la rébellion du Sud sera considérée comme une insurrection domestique.

Le gouvernement, pour éviter l'intervention des puissances étrangères, a toujours sérieusement refusé une reconnaissance de caractère d'ennemis étrangers. Sous ces circonstances, quand l'insurrection aura été comprimée, les Etats rentreront dans les conditions où ils étaient avant la guerre, avec tous leurs droits sous la même constitution ; et respectant dans ces droits la légalité de l'esclavage nécessiterait un changement de toute la politique suivant laquelle la guerre a été conduite jusqu'ici par le gouvernement national. Les Radicaux prétendent que les Etats séparés devront être traités, à la fin de la guerre, de passer des lois d'émancipation s'ils ne veulent être traités comme des territoires ; mais cette faction est à présent en minorité dans l'administration.

La situation militaire en Virginie.

Un journal de New-York du 30 juillet expose ainsi les deux forces de la situation militaire en Virginie.

Le *Republican* de Washington a publié un long article, d'un caractère semi-officiel, sur la position respective des généraux Meade et Lee. Ce journal suppose que le général confédéré concentrera ses forces près du Potomac afin d'écraser son adversaire et d'investir Washington. L'armée du Sud, selon le *Republican*, est encore formidable, et il ne paraît pas prudent de risquer un engagement général avec elle, parce qu'elle a tous les avantages du nombre et de la position. C'est un grand mal qu'on n'ait pas tiré toutes ses conséquences du succès de Gettysburg. Maintenant que le général Lee est en Virginie, la politique la sûre est de se tenir sur la défensive. Dans ce cas, ou Lee attaquera Meade, ou il enverra des renforts vers le Sud. Dans cette dernière hypothèse, le chemin de Richmond sera ouvert ; dans le premier, les communications seront obligés de rester sur le Potomac pour pouvoir subsister. Le *Republican* est d'avis que les fédéraux doivent changer les confédérés à entretenir de grandes armées en Virginie, pour ne songer qu'à attaquer directement le Sud et le bassin du Mississipi. Tandis que le Nord et l'armée sur la défensive le long du Potomac, il pourra conquérir toute la confédération, sauf la Virginie, qu'il réservera pour le dernier coup. Le journal de Washington ajoute que Lee occupera Aquia Creek et le chemin de fer de la Virginie centrale pour protéger Richmond.

Il n'est pas sans intérêt de mettre en regard des appréciations du *Républicain* la traduction de quelques passages d'un article qui a paru le 26 dans l'*Enquirer* de Richmond, et qui porte également un cachet semi-officiel.

"Il n'est pas prudent, dit l'*Enquirer*, de révéler où se trouve exactement l'armée de Lee, mais nous pouvons assurer dès à présent que le général Meade ne peut pas compter attaquer avec avantage. Ce qui va probablement arriver, c'est une inaction de quelques semaines le long du Rappahannock et du chemin de fer d'Orange.

Au bout de ce repos nécessaire, il y aura deux questions : Lee devra-t-il rester sur la défensive, ou, se tenant sur sa défensive, envoyer des renforts à Bragg et à Johnston, qui en ont tant besoin ? Les événements dont le mois d'août va être témoin, pèseront sans doute d'un grand poids dans la balance lorsqu'il s'agira de résoudre le problème. Si Grant, Banks et Rosecrans, paralysés par les chaleurs torrides de la saison, n'ont pas fait de grands progrès vers le Sud, Lee, avec son armée rafraîchie et renforcée, pourra recommencer une campagne offensive dans le Maryland. Si Beauregard a chassé l'ennemi de Charleston, et que son armée libérée être également répartie entre Bragg et Lee. Si au contraire le Sud Ouest éprouve de nouveaux désastres, Lee pourra se tenir strictement sur la défensive et envoyer la moitié de ses vieilles bandes à Johnston et Bragg. Mais notre ennemi, nous sommes convaincus que trente mille hommes rapidés sur les environs immédiats de Richmond, et commandés par un général comme Lee, suffiront amplement pour protéger la capitale.

Les officiers supérieurs que nous considérons l'adjudant général Cooper de ne laisser que des postes dans le Sud-Ouest, d'abandonner Charleston même et de concentrer toutes les forces disponibles de la Confédération pour défendre Richmond et Washington et à Baltimore, mais cet avis a été rejeté. Ce n'est pas qu'il n'ait du bon en lui-même et qu'il ne puisse être donné un jour comme dernier espoir, mais on n'en est pas réduit à cette extrémité. Il reste encore assez de force au gouvernement confédéré combinée avec le gouvernement fédéral, et les ressources de la Confédération sont à la disposition de ses ennemis, et les communications avec l'extérieur sont libres, et les approvisionnements de guerre sont abondants, et les approvisionnements de guerre sont abondants, et les approvisionnements de guerre sont abondants